

Le Royaume-Uni favorise davantage l'innovation que la France

LE MONDE | 23.06.08 | 14h45 • Mis à jour le 23.06.08 | 14h45

LONDRES CORRESPONDANT

Malgré la crise de l'économie britannique, les partisans du libéralisme à l'anglo-saxonne continuent de regarder avec envie ce qui se passe au Royaume-Uni, son goût immodéré pour la loi du marché et son organisation particulièrement flexible.

Tel est le cas du Cercle d'outre-Manche (www.cercledoutremanche.com), centre de réflexion fondé en 2004, à Londres, par deux hommes d'affaires français expatriés. Son dernier rapport, "Du "brain drain" au "brain gain" : le triangle d'or université-recherche-entreprise ou comment le Royaume-Uni fait de l'université et de la recherche des acteurs-clefs dans la création d'entreprise", a été publié fin juin.

La réflexion du Cercle en la matière part du constat que la France peine à faire croître rapidement ses nouvelles entreprises, à commencer par les start-up de technologie. A écouter l'industriel Arnaud Vaissé et le banquier Pascal Boris, les deux fondateurs, *"la formation française est tournée davantage vers les mathématiques et les sciences que le cursus britannique. Or le Royaume-Uni réussit mieux en terme de développement de petites et moyennes entreprises (PME) pérennes, la clé de l'emploi de demain, celui de la connaissance et de la propriété intellectuelle"*.

Le constat dressé par le Cercle des dysfonctionnements de l'université et de la recherche françaises comparé à la situation au Royaume-Uni est accablant : des structures d'enseignement supérieur éclatées, des universités et grandes écoles dépourvues de "marques", la sélection jugée négative, le niveau d'anglais insuffisant et la fonctionnarisation de la recherche. Mais surtout, dans l'Hexagone, la création d'entreprises technologiques reste dominée par la subvention par opposition à l'appel aux capitaux privés au Royaume-Uni davantage créateur d'emplois.

Pour remédier à ces carences, les auteurs préconisent la constitution de ce "triangle d'or" université-recherche-entreprise de matière grise qui a fait ses preuves de l'autre côté de la Manche. Selon le document, les réformes passent par l'accélération de la mise en place de pôles universitaires dotés de la taille critique, l'instauration de frais d'inscription différenciés entre étudiants européens et non européens, la mise en place, comme au Royaume-Uni, de procédures centralisées d'entrée à l'université au niveau national avec des frais uniques ou l'instauration d'une logique de contrat renouvelable avec mesures de résultats pour les chercheurs.

"L'ÉCART NE CESSE D'AUGMENTER"

Enfin, le Cercle d'outre-Manche veut favoriser l'émergence de start-up en leur facilitant l'accès aux investisseurs en capital privés. *"La défiscalisation de l'investissement dans les start-up est essentielle. A l'arrivée, l'émergence et la survie de l'entreprise nouvelle rapporte davantage à l'Etat que l'impôt perdu par le relèvement des plafonds de défiscalisation, aujourd'hui de 20 000 euros à 50 000 euros en France contre 530 000 euros au Royaume-Uni"*, argumentent MM. Vaissié et Boris.

D'ailleurs, insistent-ils, les réformes du président de la République Nicolas Sarkozy s'inspirent beaucoup du modèle britannique. Mais la France est encore loin, *"l'écart ne cesse d'augmenter car le Royaume-Uni, qui a enclenché plus tôt la révolution technologique, bénéficie aujourd'hui de sa longue expérience et de gens rodés à ce défi d'excellence"*.

Pour les antilibéraux, le Cercle ne tient pas suffisamment compte des réalités culturelles et universitaires françaises. Le Royaume-Uni continue de séduire mais avec la progression de la pauvreté, l'absence de cohésion sociale, l'inégalité du système éducatif effraie également. A ces critiques, MM. Vaissié et Boris répliquent qu'au vu de sa réussite en matière d'emploi, l'exemple britannique mérite d'être médité. Au risque d'oublier que la loi de la vie est l'évolution.

Marc Roche

Article paru dans l'édition du 24.06.08